



Ce qui s'est passé à l'université de Montpellier dans la nuit du 22 au 23 mars est grave. Ce qui s'est passé le lendemain l'est tout autant : un doyen d'université s'est félicité devant une caméra de télévision de la violence physique de "ses" étudiants à l'égard d'autres étudiants. Il s'est déclaré fier d'une action que les images, publiques, montrent clairement comme celle d'un commando dans un lieu dévolu à la transmission des connaissances. Ne serait-ce que pour ces propos, il devrait déjà avoir été démis de ses fonctions.

La violence de ces paroles¹, comme de ces gestes, s'ajoute à celle qui s'exerce de la part de la police contre les étudiants depuis le début de la contestation du plan ORE, visant ceux qui entendent protester contre la tenue d'un colloque sur Frontex ou la venue de la ministre dans un amphi d'université. Les directions d'université qui ont recours à la police pour déloger des étudiants par la force, comme pour faire voter leurs CA (quand il est clair que les modes d'élection des CA ne laissent plus aucune place à la contestation), portent la responsabilité d'avoir fait entrer la violence physique des représentants de l'autorité et du pouvoir dans les universités. Ils autorisent le déchaînement d'une brutalité qui n'aurait jamais dû entrer dans un lieu qui doit rester celui du débat critique, et que les étudiants ont quelque raison de considérer comme leur étant prioritairement destiné.

Il semble enfin que plusieurs enseignants-chercheurs étaient présents lors de l'action de commando qui a eu lieu dans l'amphi de droit de Montpellier et qu'ils ont laissé faire, voire y ont participé et s'en sont félicités. S'il s'avère que des enseignants ont bel et bien été partie prenante de cette intervention, la tache qu'ils font porter sur notre profession est inacceptable. SLU souhaite que les enseignants-chercheurs de toute l'université française fassent alors savoir, à la suite des communiqués qui l'affirment déjà, la gravité de ce qui s'est produit, contre l'esprit même de leur mission d'enseignants et de chercheurs.

¹ Rappelons que le président de l'UAPV, Emmanuel Éthis, et son service juridique avaient cru de leur devoir en 2015 de « signaler » au procureur de la république la contribution de Bernard Mezzadri sur une liste de discussion interne réservée aux enseignants-chercheurs et personnels de son établissement (« debat-uapv »), où, à l'occasion de la rencontre d'une délégation de l'université avec le premier ministre, il rappelait ironiquement les propos de M. Valls sur le marché d'Évry – dont alors il était le maire –, dans les termes suivants : « *J'espère qu'en cette grande occasion la délégation de l'UAPV comptera suffisamment de "blancos" (et pas trop de basanés), afin de ne pas donner une trop mauvaise image de notre établissement.* », dont l'intention évidente était de dénoncer sarcastiquement les propos xénophobes de M. Valls

Sauvons L'Université!, 24 mars 2018